

260198-2026 - Competition

France – Assembly and erection of prefabricated structures – Construction d'un bâtiment de bureaux provisoire

OJ S 74/2026 16/04/2026

Contract or concession notice – standard regime

Works

1. Buyer

1.1. Buyer

Official name: Sénat - DAPJ

Email: marches-apj@senat.fr

Legal type of the buyer: Central government authority

Activity of the contracting authority: General public services

2. Procedure

2.1. Procedure

Title: Construction d'un bâtiment de bureaux provisoire

Description: La présente consultation porte sur la construction d'un bâtiment provisoire permettant le relogement de certains des occupants de l'hôtel du Petit Luxembourg Ouest pendant la durée des travaux de restauration des couvertures de ce dernier.

Procedure identifier: 07143aba-9d9c-4e72-bc11-76bfc8970428

Internal identifier: SENAT-DAPJ_2026_010

Type of procedure: Open

The procedure is accelerated: no

Main features of the procedure: Le présent marché est passé selon une procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique. Conformément à l'article 5.10.1 du CCAP, les fonctions d'encadrement (chargé d'affaires, chef de chantier) ne peuvent pas être sous-traitées. La durée du marché et les délais d'exécution sont ceux stipulés à l'article 1.7 du cahier des clauses administratives particulières. Le montant total des prestations rémunérées à prix unitaires (location du bâtiment, comprenant sa maintenance) ne pourra excéder 500 000 € HT, cette limite constituant un maximum en valeur au sens de l'article R. 2162-4 du code de la commande publique. En application de l'article R. 2162-2 du code de la commande publique, la location du bâtiment, comprenant sa maintenance, fera l'objet de bons de commande. Chaque commande passée au titulaire fera l'objet d'un bon de commande indiquant la nature des prestations à exécuter et leur montant. Les motifs d'exclusion sont la fraude, la corruption et les cas d'interdiction de soumissionner prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique. Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de remise des offres. Conformément à l'article R. 2161-5 du code de la commande publique, le Sénat peut demander aux candidats de préciser la teneur de leur offre. Cette démarche pourra prendre la forme d'échanges écrits ou d'auditions, dans les locaux du Sénat ou par visio-conférence. Cette demande de précisions ne saurait être considérée comme une négociation, conformément au même article R. 2161-5 du code de la commande publique. La visite du site est fortement recommandée. À l'issue de la visite, une attestation sera délivrée. L'accès à la visite sera conditionné par l'accomplissement des formalités usuelles d'accueil et de sécurité ; en particulier, la présentation d'une pièce d'

identité officielle en cours de validité sera exigée. Une seule visite par candidat est autorisée, avec trois représentants de l'entreprise au maximum. Il est fortement recommandé que soit présent le chef de projet présumé. Les candidats souhaitant visiter le site sont invités à prendre rendez-vous par téléphone au 01 42 34 22 10 au plus tard cinq jours calendaires avant la date limite de remise des offres, puis à confirmer l'identité des participants par courriel à marches-apj@senat.fr.

2.1.1. Purpose

Main nature of the contract: Works

Main classification (cpv): 45223800 Assembly and erection of prefabricated structures

Additional classification (cpv): 45223810 Prefabricated constructions, 44211100 Modular and portable buildings

2.1.2. Place of performance

Country subdivision (NUTS): Paris (FR101)

Country: France

2.1.4. General information

Additional information: Le soumissionnaire produira un dossier de candidature comprenant les pièces précisées ci dessous . 1) La lettre de candidature et d'habilitation du candidat : imprimé DC1, dûment complété et comportant une adresse électronique valide à laquelle pourra être envoyée toute correspondance relative à la présente consultation. En cas de candidatures groupées, une seule lettre de candidature sera établie pour l'ensemble du groupement ; elle sera renseignée et signée par tous les membres du groupement ; elle précisera la nature du groupement et désignera un mandataire. 2) La déclaration du candidat : imprimé DC2 , dûment complété et accompagné, si le candidat est en redressement judiciaire, de la copie du ou des jugements prononcés à cet effet, justifiant qu'il a été habilité à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché. 3) Si elle ne figure pas dans le DC1, une déclaration sur l'honneur, dûment signée, justifiant que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique. 4) Une déclaration sur l'honneur, dûment signée, justifiant que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner prévus par le règlement (UE) n°2022/576 du Conseil du 8 avril 2022 modifiant le règlement (UE) n°833 /2014 concernant des mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine (modèle indicatif disponible en annexe du règlement de consultation). 5) S'ils ne figurent pas dans le DC2, le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires relatif aux prestations faisant l'objet de la catégorie concernée réalisés par l'entreprise au cours des trois derniers exercices disponibles. 6) Une preuve d'assurance pour les risques professionnels en cours de validité (responsabilité civile et décennale). 7) Une plaquette de présentation générale de l'entreprise indiquant notamment les références générales et les effectifs moyens annuels du candidat pour les trois dernières années, ainsi qu'un organigramme. 8) Les références de l'entreprise pour des prestations comparables à celles faisant l'objet du présent marché, notamment en site occupé et dans un environnement patrimonial comparable. Ces références doivent être datées, précises, chiffrées et vérifiables (identification du site, coordonnées d'un correspondant, date de réalisation et descriptif). 9) Tout document permettant d'apprécier les capacités économiques et financières ainsi que les capacités techniques et professionnelles du candidat. Le soumissionnaire présentera une offre comprenant les pièces suivantes: 1) l'acte d'engagement (AE) dûment complété ; 2) la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF), et le bordereau de prix unitaires (BPU) obligatoirement établis à partir du cadre joint au dossier de consultation, à remettre au format . xls ; 3) les réponses du soumissionnaire au cahier des réponses attendues (CRA) ou un

mémoire technique établi sur la base de ce cahier ; 4) l'attestation de visite, le cas échéant ; 5) le cas échéant, toute information utile à l'appréciation de son offre précisant les dispositions et moyens qu'il se propose de prendre pour l'exécution du marché. Les soumissions ne doivent comporter aucune condition ni réserve, sous peine de rejet. La signature par le candidat de son offre est possible mais non obligatoire. Le candidat est toutefois informé que le seul dépôt de l'offre vaut engagement de sa part, et qu'il sera tenu de signer le marché dans l'hypothèse où il lui serait attribué. La signature du titulaire, qui interviendra de manière électronique ou manuscrite à son choix, sera demandée ultérieurement au candidat retenu lors de l'attribution du marché. Le Sénat procèdera quant à lui à une signature manuscrite.

Legal basis:

Directive 2014/24/EU

2.1.6. Grounds for exclusion

Sources of grounds for exclusion: Procurement Document

5. Lot

5.1. Lot: LOT-0001

Title: Construction d'un bâtiment de bureaux provisoire

Description: La présente consultation porte sur la construction d'un bâtiment provisoire permettant le relogement de certains des occupants de l'hôtel du Petit Luxembourg Ouest pendant la durée des travaux de restauration des couvertures de ce dernier.

Internal identifier: SENAT-DAPJ_2026_010

5.1.1. Purpose

Main nature of the contract: Works

Main classification (cpv): 45223800 Assembly and erection of prefabricated structures

Additional classification (cpv): 45223810 Prefabricated constructions, 44211100 Modular and portable buildings

5.1.2. Place of performance

Country subdivision (NUTS): Paris (FR101)

Country: France

5.1.3. Estimated duration

Duration: 21 Months

5.1.6. General information

Reserved participation:

Participation is not reserved.

Procurement Project not financed with EU Funds.

The procurement is covered by the Government Procurement Agreement (GPA): yes

5.1.9. Selection criteria

Sources of selection criteria: Procurement Document

5.1.10. Award criteria

Description of the method to be used if weighting cannot be expressed by criteria: Le marché sera attribué au candidat ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères suivants : o prix (50 %), apprécié sur la base de la décomposition du prix global et forfaitaire, d'une part, du bordereau de prix unitaires et d'un détail quantitatif estimatif, d'autre part ; o valeur technique (50 %), évaluée au regard des sous-critères et de

leur pondération suivants : - moyens humains dévolus à l'exécution du marché (30 % de la valeur technique) ; - qualité des matériaux et produits proposés (30 % de la valeur technique) ; - qualité de la méthodologie (30 % de la valeur technique) ; - prise en compte des impératifs liés au développement durable (10 % de la valeur technique).

5.1.11. Procurement documents

Deadline for requesting additional information: 11/05/2026 11:00:00 (UTC+01:00) Central European Time, Western European Summer Time

Address of the procurement documents: <https://www.marches-publics.gouv.fr>

5.1.12. Terms of procurement

Terms of submission:

Electronic submission: Required

Address for submission: <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Languages in which tenders or requests to participate may be submitted: French

Electronic catalogue: Not allowed

Variants: Not allowed

Deadline for receipt of tenders: 18/05/2026 11:00:00 (UTC+01:00) Central European Time, Western European Summer Time

Duration during which the tender must remain valid: 120 Days

Terms of contract:

The execution of the contract must be performed within the framework of sheltered employment programmes: No

Electronic invoicing: Required

Electronic ordering will be used: yes

Electronic payment will be used: yes

5.1.15. Techniques

Framework agreement:

No framework agreement

Information about the dynamic purchasing system:

No dynamic purchase system

5.1.16. Further information, mediation and review

Review organisation: Tribunal administratif de Paris

Information about review deadlines: Délai de référé précontractuel : 11 jours ; délai de référé contractuel : 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution ; délai de pleine juridiction : 2 mois ; délai de recours pour excès de pouvoir : 2 mois

8. Organisations

8.1. ORG-0001

Official name: Sénat - DAPJ

Registration number: 11000002300017

Postal address: 15 rue de Vaugirard

Town: PARIS

Postcode: 75006

Country subdivision (NUTS): Paris (FR101)

Country: France

Email: marches-apj@senat.fr

Telephone: 0142342210

Buyer profile: www.marches-publics.gouv.fr

Roles of this organisation:

Buyer

8.1. ORG-0002

Official name: Tribunal administratif de Paris

Registration number: 17750005500013

Postal address: 7 rue de Jouy

Town: PARIS

Postcode: 75004

Country subdivision (NUTS): Paris (FR101)

Country: France

Email: greffe.ta-paris@juradm.fr

Telephone: +33144594400

Internet address: <https://www.paris.tribunal-administratif.fr>

Roles of this organisation:

Review organisation

Notice information

Notice identifier/version: 9714de88-9dc0-43dd-a037-5be4e49ac5b3 - 01

Form type: Competition

Notice type: Contract or concession notice – standard regime

Notice subtype: 16

Notice dispatch date: 14/04/2026 15:32:44 (UTC+02:00) Eastern European Time, Central European Summer Time

Languages in which this notice is officially available: French

Notice publication number: 260198-2026

OJ S issue number: 74/2026

Publication date: 16/04/2026